

N° 5213<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI**

ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;
- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;
- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;
- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;
- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

\* \* \*

**AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT**

(27.4.2004)

Par dépêche en date du 8 avril 2004, le Président de la Chambre des députés a saisi le Conseil d'Etat d'amendements au projet de loi sous rubrique, conformément à l'article 19(2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat.

Ces amendements ont été adoptés par la Commission juridique de la Chambre des députés. L'amendement ajoutant à l'article I du projet de loi un point h) nouveau, visant à modifier l'article 183 du Nouveau Code de procédure civile, était accompagné d'un exposé des motifs.

Le *premier amendement* a trait au relèvement du taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix. La Commission compétente de la Chambre s'est finalement prononcée en faveur d'un taux de 1.500 euros, qui remplacera ainsi le montant de 2.500 euros prévu.

Dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat avait retenu „qu'il faut déjà partir de l'évidence que tout justiciable a le droit le plus strict à faire soumettre son litige à un double degré de juridiction, peu lui importe à cet égard le montant de l'enjeu. Si le législateur estime utile d'ôter au justiciable ce droit, encore faut-il qu'il ait un motif autrement plus plausible. Le simple argument de réduire le total des instances d'appel d'un tiers, et de dégager ce faisant autant d'instances des tribunaux d'arrondissement et „de les faire disparaître“ comme s'expriment les auteurs, ne saurait être partagé“.

Le chiffre de 1.500 euros, actuellement proposé par les auteurs des amendements, n'est à cet égard pas plus convaincant que le chiffre initialement retenu de 2.500 euros. En disposant que le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.500 euros, le taux de compétence en dernier ressort serait toujours doublé par rapport au taux actuel de 750 euros.

Le Conseil d'Etat rappelle que dans son avis du 5 avril 1996 relatif au projet de loi (4155) devenu par la suite la loi du 11 août 1996 portant augmentation du taux de compétence des justices de paix, il avait signalé que lors des travaux parlementaires qui ont abouti à la loi du 9 août 1993 (l'avant-dernière augmentation du taux de compétence des justices de paix, doc. parl. No 3569), la Commission juridique de la Chambre des députés s'était opposée au relèvement de 25.000 à 50.000 francs du taux de compétence en dernier ressort, en précisant, après s'être ralliée aux motifs invoqués par le Conseil d'Etat, que „nul n'est infaillible et il est bien désagréable pour un justiciable qui est convaincu que le premier juge n'a pas jugé son affaire comme il le fallait, de devoir se dire qu'il n'y a plus rien à faire“. Le Conseil d'Etat a toujours été extrêmement réticent à l'égard du relèvement du taux de compétence en dernier ressort, et la Chambre des députés s'est également jusqu'ici toujours refusée à fixer ce taux à un niveau trop élevé, afin de ne pas priver les justiciables pour des types déterminés d'affaires du droit à un deuxième degré de juridiction. Au regard du fait que la Chambre des députés a elle-même encore considéré comme prohibitif, il y a à peine un peu plus de 10 ans, le montant de 1.250 euros, proposé actuellement à titre subsidiaire par le Conseil d'Etat, et en l'absence de tout motif avancé pour justifier un relèvement au-delà de ce plafond, le Conseil d'Etat ne peut pas marquer son accord à un relèvement du taux de compétence en dernier ressort à 1.500 euros, et il annonce d'ores et déjà qu'il n'accordera pas la dispense du second vote constitutionnel à un texte de loi qui retiendrait ce seuil comme taux de compétence en dernier ressort.

Le deuxième amendement concerne l'article 183 du Nouveau Code de procédure civile qui traite de la communication au ministère public.

Il est proposé de supprimer la communication obligatoire des causes qui concernent l'Etat, le domaine, les communes, les établissements publics, les dons et legs au profit des pauvres. Le Conseil d'Etat peut y marquer son accord.

La formulation concernant la communication des causes qui concernent l'ordre public est modifiée. Ces causes ne figurent plus en tant que telles dans l'énumération des causes qui seront communiquées. Le nouvel alinéa 2 de l'article 183 NCPC précise toutefois que „le procureur d'Etat pourra néanmoins prendre communication de toutes les autres causes dans lesquelles il croira son ministère nécessaire, *le tribunal devra même, si l'ordre public est concerné, l'ordonner d'office*“. Le Conseil d'Etat a quelques réticences à appuyer cette modification. D'une part, et de par son emplacement, cette communication, nonobstant son caractère obligatoire, fait en quelque sorte figure de correctif aux dispositions qui prévoient la communication des causes au ministère public en tant qu'elles relèvent de la classe des causes énumérées. Est-ce donc à dire, par exemple, que cette communication devra avoir lieu même dans les causes qui, aux termes de l'énumération du nouvel article 183 du Nouveau Code de procédure civile, ne font plus partie des causes qui sont communicables, du moment que l'ordre public est concerné? Cette question conduit, d'autre part, à s'interroger sur la nuance que les auteurs des amendements entendent introduire, en ne mentionnant plus dans l'énumération des causes communicables les „causes qui concernent l'ordre public“, et en y substituant l'obligation pour le tribunal de communiquer la cause „si l'ordre public est concerné“: cette obligation de communiquer la cause s'appréciera-t-elle au cas par cas (il n'est pas toujours très aisé de déterminer si, dans un cas déterminé, l'ordre public est concerné), ou cette obligation de communiquer s'étend-elle aux causes qui en tant que telles intéressent l'ordre public? Le Conseil d'Etat de relever dans ce contexte que l'omission des formalités de communication donne en principe lieu à requête civile. Le défaut de communication au ministère public peut cependant donner lieu à ouverture à cassation, si le défaut de communication en première instance a été invoqué en appel et si ces conclusions ont été rejetées (Cass. 26 février 1998, *Pasicrisie* 30, page 415). Si la nouvelle formule „si l'ordre public est concerné“ devait donner lieu à discussions sur la nécessité ou non de la communication au ministère public, des incertitudes quant aux voies de recours extraordinaires à exercer pourraient en résulter. Le Conseil d'Etat est dans ces conditions à s'interroger s'il ne conviendrait pas de maintenir telle quelle la formulation actuelle et de faire débiter l'énumération des causes communicables par le point „1) celles qui concernent l'ordre public“.

L'amendement sous examen propose ensuite d'excepter les causes de divorce et de séparation de corps des causes qui seront obligatoirement communiquées au procureur d'Etat en ce qu'elles relèvent des causes qui concernent l'état des personnes. Cette modification est reprise du projet de loi portant réforme du divorce.

Dans son avis relatif audit projet de loi, le Conseil d'Etat a estimé que „la communication systématique des causes de divorce et de séparation de corps au ministère public est exagérée et comporte le

risque de voir dégénérer l'intervention du Parquet en une pure formalité"; il a mis l'accent sur une reformulation de l'actuel article 183 NCPC afin d'éviter que la présence du Parquet soit systématiquement requise. Ce n'est pas en exceptant ces causes de la communication au titre de l'actuel article 183 NCPC que ce problème de la présence systématique du Parquet sera résolu: Même en modifiant, dans le sens préconisé par les auteurs des amendements l'article 183 NCPC, le ministère public devra toujours être entendu en vertu de l'article 267*bis* du Code civil, c'est-à-dire dans toutes les affaires de référé-divorce. L'intervention du ministère public étant prévue par une disposition légale particulière, et non pas au titre de la „communication légale“ de l'article 183 NCPC, des modifications à ce dernier article devraient rester sans incidence sur la nécessité de son intervention en matière de référé-divorce.

La modification qui est de nature à avoir les répercussions pratiques les plus importantes consiste à ne plus exiger dorénavant, toutes les fois que la cause est communiquée, la présence physique à l'audience du représentant du ministère public pour donner ses conclusions orales. Le Parquet pourra également donner ses conclusions par écrit, celles-ci étant communiquées aux parties avant l'ordonnance de clôture visée par les articles 223 et suivants NCPC. Le Conseil d'Etat part de l'idée que cette communication se fera à la diligence du Parquet.

Le Conseil d'Etat peut souscrire à cette modification, étant toutefois précisé que le renvoi à l'article 223 NCPC limite nettement le champ d'application de la nouvelle disposition aux causes communiquées au titre de l'article 183 NCPC nouveau et qui relèvent de la procédure contentieuse devant le tribunal d'arrondissement siégeant en matière civile. Cette nouvelle disposition n'aura ainsi aux yeux du Conseil d'Etat aucune incidence sur toutes les dispositions légales particulières prévoyant l'intervention du ministère public, comme par exemple dans les affaires de référé-divorce.

Au regard des développements qui précèdent, le Conseil d'Etat est à se demander si la modification projetée de l'article 183 NCPC est de nature à satisfaire à tous égards les attentes de ses auteurs. Le vote de la disposition sous examen ne dispensera probablement pas le législateur d'aborder d'une manière globale la question de l'intervention du ministère public, en particulier en matière civile, celle-ci ne se limitant pas à l'aspect „communication légale“ au titre de l'article 183 NCPC.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 avril 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES

